

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale :

"14 ans ne nous amènent pas à oublier notre père (Ndlr : feu Omar Bongo Ondimba), il demeure présent dans nos cœurs, et nous nous recueillons toujours. C'est pourquoi nous venons lui rendre hommage chaque 8 juin, et depuis 2009 nous venons tous les ans avec la même émotion".

Michel Essonghe, Haut-Commissaire général de la République :

"Le Haut-Commissariat de la République est un organe d'aide à la décision du président de la République, comme d'autres organes tels que son gouvernement, le Parlement, ses conseillers, son cabinet, les services de renseignements (...)".

Mesmin-Noël Soumaho, Recteur de l'Université Omar-Bongo (UOB) :

"La communauté chinoise au Gabon serait bénéfique à l'employabilité des étudiants. Aujourd'hui, nous sommes pratiquement débordés, car la demande de la langue chinoise est énorme et nous souhaitons que l'ambassadeur Li Jinjin fasse en sorte que nos structures accueillent davantage d'étudiants gabonais qui veulent étudier la langue chinoise".

Christian Patrick Ebe, secrétaire général du ministère de l'Économie et de la Relance :

"Le nouveau Centre des impôts d'Akanda offre aux agents des impôts d'importantes opportunités d'amélioration des modes d'administration de l'impôt, et permettra d'assurer la fiscalisation des revenus issus de l'économie informelle par le biais notamment du mécanisme fiscal pour les contribuables qui viennent spontanément régulariser leur situation fiscale".

Romain Boutonnet, président-directeur général du groupe Sogafic :

"(...) Il faudrait encourager les Gabonais à nettoyer les alentours de leur espace vital pour garder et bénéficier d'un environnement propre et sain".

Bienvenue Érick Mauro Nguemah, président par intérim et secrétaire général du Mouvement de redressement national Unioniste (Morena Unioniste) :

"Nous devons être dans l'opposition des conquérants qui portent une ambition sur des projets majeurs pour les populations".

Révision de la liste électorale : fin de l'opération sur fond d'adhésion populaire

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LANCÉE le 9 mai dernier, la révision de la liste électorale s'est achevée hier sur toute l'étendue du territoire national. Et au vu de l'engouement manifesté par les populations dans les cent quatre-vingt-dix (190) centres d'enrôlement, il va sans dire que cette opération s'est déroulée sous le sceau d'une très forte mobilisation et d'adhésion populaire.

De l'avis de nombreux observateurs, c'était sans doute là, l'élément le plus révélateur. Vu que le ministère de l'Intérieur n'a ménagé aucun effort pour que cette phase du processus électoral se déroule aussi bien que possible. Et que dans le même temps, les partis politiques tous bords confondus et acteurs de la société civile se sont massivement mobilisés pour appeler les uns et les autres à se faire enrôler. Ce qui aura permis aux primo électeurs de s'inscrire massivement et aux autres de changer, dans une large mesure, de centres de vote et d'élarguer, pour certains, les disparus. Un fort engouement à l'origine de la



Photo : Franck Martial MOMBBO

L'engouement était encore perceptible hier aux dernières heures d'enrôlement dans les plusieurs centres.

décision, le 7 juin dernier, par le gouvernement, de la prorogation de soixante-douze (72) heures, de ladite opération. Ce qui laisse augurer, d'une certaine façon, d'une forte participation aux élections présidentielle, législatives et locales à venir. En tout cas, tout laisse à croire que dans les jours à venir le mi-

nistre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, devrait rendre publiques les données chiffrées de cette opération. Laquelle est un préalable indispensable à l'organisation de tout scrutin politique dans notre pays. Quoi qu'il en soit, au terme de la phase de "nettoyage" de la liste

électorale, celle-ci devrait être remise, par la suite, au Centre gabonais des élections (CGE). Entendu que toutes les réclamations "doivent être formulées auprès de l'autorité administrative locale dans un délai de quatre (4) jours à compter de la date d'affichage de la liste électorale provisoire".

La Semaine Situation préoccupante

JEUDI à Franceville, la République a rendu un hommage solennel à feu le président Omar Bongo Ondimba, décédé le 08 juin 2009 en Espagne. Le chef de l'État, plusieurs membres du gouvernement dont le Premier ministre, et les présidents de l'Assemblée nationale et de la Cour constitutionnelle ont effectué le déplacement du chef-lieu de la province du Haut-Ogooué où repose l'illustre disparu. L'actualité de la semaine écoulée a également été marquée par plusieurs autres événements et faits. Entre autres, outre la poursuite de la tournée républicaine du président de la République, la fin de l'opération de révision de la liste électorale, la suppression du service minimum par le Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) ; ce qui place la justice gabonaise dans une sorte d'impasse aujourd'hui. Cela malgré les efforts des deux parties (syndicat et tutelle) à maintenir le dialogue. Malheureusement, ce sont les justiciables qui payent... On aurait pu s'intéresser outre mesure à cette publication de notre confrère Jeune Afrique relative à la date de la prochaine élection présidentielle prévue dans notre pays cette année. Citant une source gouvernementale, l'hebdomadaire plutôt bien introduit dans les allées du palais du bord de mer, a publié que ledit scrutin se tiendrait le 02 septembre 2023, soit une semaine après les délais constitutionnels. L'information a provoqué un véritable tollé au niveau du landerneau politique gabonais, d'autant plus que les institutions compétentes

en matière d'organisation des élections ont été aussi surprises que l'opinion. Au point où d'aucuns ont interpellé la Haute autorité de la Communication (HAC) pour sanctionner l'organe de presse fautif. Mais jusqu'à présent, le régulateur de la communication dans notre pays semble refuser d'être concerné par le sujet. Autre sujet susceptible de retenir davantage notre attention, ces statistiques de la Banque mondiale qui placent le Gabon 9ème pays avec le taux de chômage le plus élevé au monde (21,5% avec 40% s'agissant du chômage des jeunes). Ce qui est désormais très préoccupant voire effrayant quant on sait que le nombre de jeunes qui terminent leurs études chaque année est croissant. Le gouvernement est vraiment dos au mur face à cette situation... On ne saura boucler cette chronique sans relever que l'opération de révision de la liste électorale qui s'est achevée hier a vraiment suscité un fort engouement chez les populations concernées. Au point où nombreux se demandent si à Libreville, le temps légalement imparti a été suffisant pour enrôler tous ceux qui le désiraient, surtout quand on sait que nombreux, comme d'habitude, ont attendu le dernier moment pour se rapprocher des centres dédiés.

ONDOUBA'NTSIBAH